

ESPAGNE

L'économie espagnole a résisté au dernier ralentissement international. La forte croissance de l'emploi a débouché sur une baisse sensible du taux de chômage structurel élevé, mais la productivité de la main-d'œuvre stagne.

Priorités reposant sur des indicateurs

Limiter l'ampleur de l'extension administrative des conventions collectives

Les salaires sont négociés essentiellement au niveau des provinces et des secteurs, entraînant des effets préjudiciables sur la compétitivité internationale de l'économie et sur les possibilités d'emploi de certains groupes et/ou certaines régions. Les clauses d'indexation destinées à compenser l'inflation sont très répandues, ce qui renforce les risques de spirale inflationniste lorsque des chocs négatifs affectent l'économie.

Mesures prises : Les récents accords salariaux nationaux recommandent une hausse limitée des salaires nominaux.

Recommandations : Décentraliser le processus de négociations salariales en supprimant l'application obligatoire des hausses de salaires convenues à l'ensemble des entreprises du secteur considéré. Le gouvernement devrait encourager l'élimination des clauses d'indexation des salaires et l'adoption de l'inflation sous-jacente comme référence dans le cadre des négociations collectives, en particulier dans le secteur public.

Assouplir la législation sur la protection de l'emploi pour les travailleurs réguliers

Les indemnités de licenciement demeurent très élevées pour les travailleurs réguliers, malgré la réforme de 1997, tandis que les contrats temporaires sont très répandus. Il en résulte un marché du travail à deux vitesses, ce qui a des effets préjudiciables sur la croissance de la productivité, dans la mesure où les employeurs n'assurent guère la formation des travailleurs temporaires.

Mesures prises : Le paiement des salaires au cours des procédures judiciaires relatives à des licenciements a été supprimé dans les cas où l'employeur reconnaît le caractère « abusif » du licenciement contesté. Cette mesure a légèrement allégé le coût global des licenciements.

Recommandations : Réduire l'écart de protection entre travailleurs réguliers et temporaires, en abaissant encore les indemnités de licenciements pour les contrats réguliers et en renforçant les contrôles en matière de recours illégal aux contrats temporaires.

Réformer le système d'enseignement pour améliorer le capital humain

Les résultats obtenus par les élèves de 15 ans aux tests de l'étude PISA de 2000 sont inférieurs à la moyenne OCDE, les taux d'abandon scolaire sont élevés, et le taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est bas. Il existe de nombreuses universités, mais le degré de spécialisation est faible et la mobilité des étudiants limitée.

Mesures prises : Il a été procédé à une refonte des programmes des établissements d'enseignement secondaire et des universités, en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Recommandations : Accorder une plus grande autonomie aux établissements scolaires et aux départements universitaires. Augmenter les frais d'inscription universitaires et utiliser le supplément de recettes obtenu pour améliorer le système de bourses et de prêts, ainsi que pour accroître les ressources affectées à l'enseignement secondaire.

Autres priorités essentielles

- Le régime foncier devrait être réformé, et les avantages fiscaux accordés aux propriétaires occupants devraient être supprimés progressivement, afin de rétablir des conditions de neutralité fiscale par rapport au marché de l'immobilier locatif.

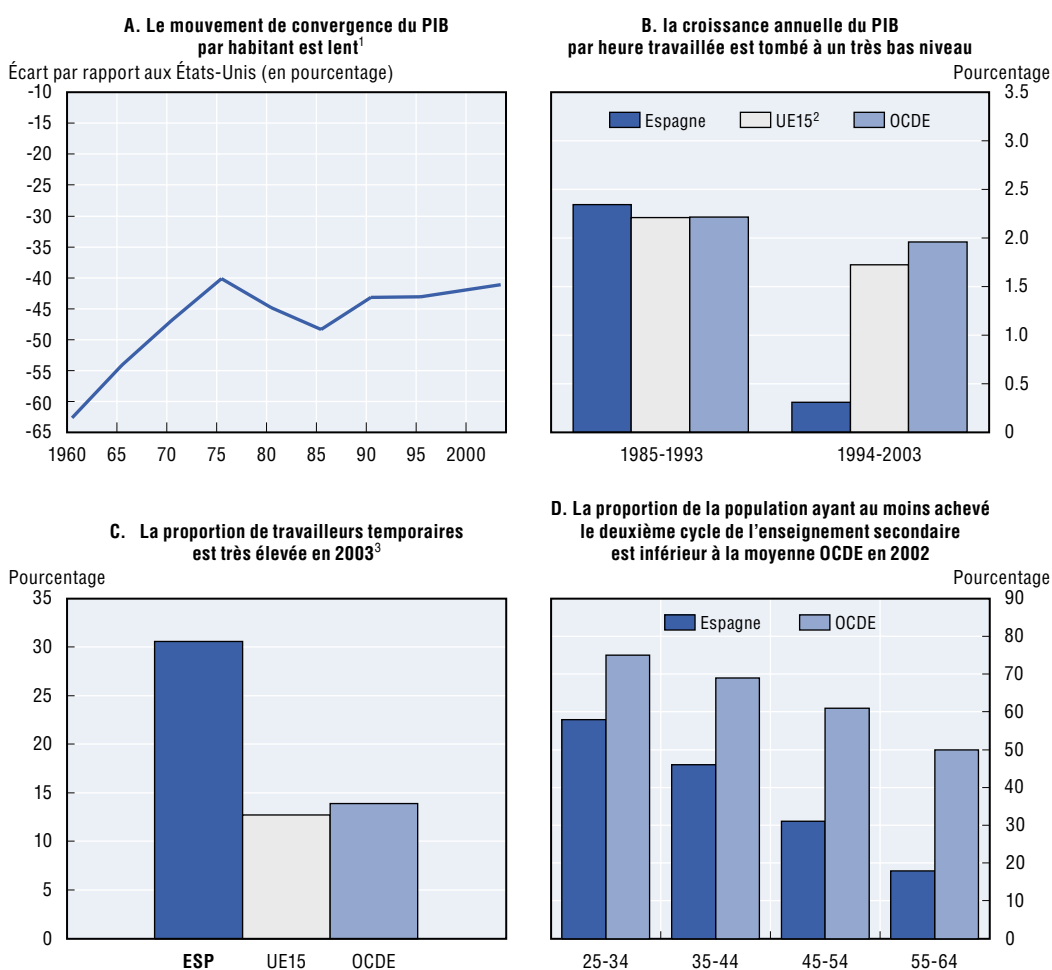
- Il faudrait assurer l'équité actuarielle du système public de retraite, afin d'alléger les fortes pressions qui devraient s'exercer sur les finances publiques à compter de 2015-2020, et qui rendraient inéluctable une forte hausse des impôts et des coûts de main-d'œuvre en l'absence de réformes.

Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage) ¹	3.1	2.8	2.3	1.3
Taux d'emploi tendanciel	49.6	52.1	57.2	60.6
Taux d'activité tendanciel	57.2	59.6	64.7	68.2
Taux de chômage structurel (NAIRU)	13.3	12.7	11.5	11.0

1. Le processus de régularisation d'immigrants qui s'est déroulé en 2002 et 2003 a fait augmenter les statistiques de population officielles, ce qui explique la brusque décélération de la croissance tendancielle du PIB par habitant en 2003.

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.
3. Proportion de travailleurs temporaires dans la population active occupée.

Source : Graphiques A et B: *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C: OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; graphique D: OCDE, *Regards sur l'éducation*, 2004.